

nistres des Finances, ce voile de mystère s'est graduellement levé. Sous les rayons lumineux des nouvelles doctrines économiques, ce sujet révèle graduellement son secret.

Qu'est-il arrivé il y a quelques années lorsque notre parti a soutenu à la Chambre qu'on créait de l'argent de rien? On nous a tournés en ridicule. Il ne pouvait en être ainsi. Lorsque le crédit social a fait son apparition au Canada et a formulé certaines propositions, on a déclaré qu'il s'agissait de monnaie fictive. Mais que s'est-il produit? Depuis lors nous avons émis de la monnaie fictive à raison d'un demi ou de trois quarts de milliard par année. Cela s'est produit à cause de l'augmentation du crédit, et on a graduellement levé le masque. La population se demande d'où vient cette monnaie. J'affirme donc carrément qu'il a suffi de l'émettre.

M. FAIR: Le ministre des Finance vous approuve.

M. HANSELL: Bien entendu, car il connaît son affaire. S'il ne m'approuve pas qu'il se lève et le dise. Le voile se lève graduellement.

Lorsque nous avons prétendu que les banques ne prêtaient pas l'argent des déposants, on a ri de nous. Je suppose que, même aujourd'hui, certains honorables députés croient que les banques prêtent l'argent de leurs déposants. Voilà une autre chose que nous commençons à mieux connaître. Il y a longtemps qu'on a constaté que les banques ne prêtent pas l'argent de leurs déposants. Elles prêtent de l'argent qu'elles créent au moyen d'une écriture, et celui-ci devient ensuite l'argent des déposants. Quelqu'un peut-il le nier? Personne ne se lève pour le nier? Cependant, lorsque nous avons dit cela, il y a plusieurs années, on nous a ri au nez.

Combien de fois a-t-on dit que nos propositions ne visaient que de la monnaie sans couverture suffisante. Lorsqu'on parle de la sorte, j'affirme qu'on ne sait pas ce qu'on dit. Le ministre de la Santé nationale et du bien-être social en est un exemple, mais je parlerai de lui plus tard. Quand nous prétendions qu'il était possible d'émettre autant d'argent que valait notre production on nous traitait d'inflationnistes. Combien de fois l'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) n'a-t-il pas dit au ministre des Finances qu'il était possible de maîtriser l'inflation, qu'un remède se présentait en pareil cas et que ce désordre économique exigeait un fort excédent du numéraire sur les prix globaux? Combien de fois, n'a-t-il pas tenu semblable langage à la députation tout entière? N'empêche qu'on ne cessait de nous qualifier d'inflationnistes. Aujourd'hui, l'inflation n'est plus

qu'un autre épouvantail dégonflé. Nous avons en effet réussi à la réglementer de façon remarquable au Canada. Le mérite en est dû dans une certaine mesure au ministre des Finances et, pour le moment, je me contente de souligner qu'il a accompli ce qu'il s'était dit capable d'accomplir, ce qu'il s'était même engagé à accomplir, si les circonstances l'y forçaient.

Lorsque nous avons soutenu qu'il était possible de maîtriser l'inflation au moyen de subventions, encore une fois on nous a accusés d'une prétendue erreur grossière. L'erreur était-elle aussi grave? Le ministre des Finances n'a fait qu'appliquer notre théorie depuis les premiers jours de la guerre. C'est donc un autre masque qui se lève. L'aurore glorieuse d'une nouvelle doctrine économique commence à poindre. Il ne reste plus au ministre qu'à donner à la nation une monnaie libre de dette. Quand ce jour viendra, il se sera enfin débarrassé de la finance orthodoxe qui chaque jour conduit notre peuple plus bas dans l'abîme des dettes et du désespoir. Les créditistes ont préconisé ces mesure et le Gouvernement a dû y recourir lorsque les circonstances l'y ont réduit.

Un mot maintenant d'une autre accusation qui nous a été lancée, celle de préconiser une monnaie fondée uniquement sur le papier qui servirait à l'imprimer. L'accusation a souvent été formulée, notamment par le prédécesseur du chef actuel de l'opposition. Si j'ai bien saisi son discours, elle répond à l'impression de l'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell). Quant au ministre du Travail (M. Mitchell), il s'est contenté de tourner en ridicule nos propositions. Sans doute ne voyait-il lui aussi dans notre monnaie que du vil papier imprimé. S'il faut en juger par ses observations, le ministre de la Santé nationale et du bien-être social ne pense pas autrement. Voici maintenant un sujet très important. Le ministre de la Santé nationale et du bien-être social est appelé à dépenser plus d'argent que tout autre ministère de l'Etat et cependant, lorsque, à titre d'essai, nous l'invitons à prier le ministre des Finances d'émettre, au moyen de la Banque du Canada, la somme insignifiante de 10 millions de dollars libre de dette afin de juger quels en seront les effets sur l'économie canadienne, il ne dit mot. Lorsque je le provoque, il fait la sourde oreille et essaie de prendre un air entendu. Parfois il me semble que nous nous livrons à une formidable partie de poker perdue d'avance. Chose étrange, le ministre dont les dépenses dépassent celles de tout autre ministère de l'Etat administre aussi les fonds de secours et de rétablissement des Nations Unies provenant